

CEEAC/Sommet extraordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement

Politique et sécurité en point d'orgue

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

Plusieurs chefs d'Etat de la région, dont Idriss Déby Itno (Tchad), Obiang Nguema Mbasogo (Guinée Equatoriale), Faustin-Archange Touadéra (RCA), Paul Kagame (Rwanda) et Evaristo Carvalho (Sao-Tome et Principe) prennent part, aujourd'hui à la mi-journée, à la 8e session extraordinaire de la CEEAC. Au palais de la présidence de la République. Les situations politico-sécuritaires au Burundi, en RCA et en République démocratique du Congo (RDC) seront en toile de fond.

LIBREVILLE abrite, aujourd'hui, le 8e sommet extraordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté écono-



Le secrétaire général de la CEEAC, Ahmad Allam-Mi.

mique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). Y prennent part, les présidents Idriss Déby Itno (Tchad), Teodoro Obiang Nguema Mbasogo (Guinée-Equatoriale), Faustin Archange Touadéra (RCA), Paul Kagame (Rwanda) et Evaristo Carvalho (Sao-Tome et Principe). La situation politique et



Photo de famille à la fin des travaux de l'une des précédentes Conférences extraordinaires des chefs d'Etat de la CEEAC.

sécuritaire dans la sous-région sera à l'ordre du jour de ces travaux placés sous la présidence du numéro un gabonais, président en exercice de la CEEAC, Ali Bongo Ondimba.

La lutte contre la secte islamiste Boko-Haram, au Cameroun et au Tchad, le regain d'affrontements entre groupes armés en

Centrafrique, l'instabilité politique en RDC et au Burundi devront constituer la trame de ces retrouvailles dans la capitale gabonaise. Il n'est pas exclu que soient évoquées les tensions post-électorales au Gabon, au Congo-Brazzaville et récemment au Tchad où les scrutins présidentiels ont d'abord été contestés avant de sombrer dans la violence.

Plusieurs interventions sont prévues. D'abord celle du secrétaire général de la CEEAC, Ahmad Allam-Mi, puis du nouveau Représentant spécial du SG des Nations unies et chef du Bureau régional des Na-

tions unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), François Lounceny Fall ; ainsi que celle très attendue du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba. Lequel ne manquera pas de réaffirmer son engagement pour la paix et la stabilité au Gabon et dans les autres États de l'Afrique centrale.

Le Représentant spécial des Nations unies en Centrafrique, notre compatriote Parfait Onanga, sera lui aussi présent à ces assises. Surtout, au moment où l'Onu a condamné les dernières violences entre factions armées à Bangui et ses alentours. Très attendu également le premier vice-

président du Burundi, Gaston Sindimwo pour que, a-t-il déclaré, «les chefs d'Etat et de gouvernement de la sous-région africaine puissent être nos ambassadeurs auprès de nos détracteurs (...). Nous en profiterons pour vendre une image de marque du Burundi».

Devront s'inviter enfin aux débats, certaines questions d'actualité : l'élection de Donald Trump aux États-Unis, ainsi que celle prochaine à la tête de la Commission de l'Union africaine (UA). Nul doute que le soutien à apporter au candidat de la République du Tchad, son ministre des Affaires étrangères, Moussa Faki Mahamat, pour succéder à la Sud-africaine, Dlamini Nkosazana Zuma, sera réaffirmé. Une élection très disputée qui aura pour autres protagonistes, le ministre kényan des Affaires étrangères, Amina Mohammed et l'un des favoris, le diplomate sénégalais, Abdoulaye Bathily.

Le 8e sommet extraordinaire de la CEEAC prendra fin, avec la lecture du communiqué final et une conférence de presse des chefs d'Etat.

Dialogue national

Le " oui, mais " du ROLBG

J.K.M
Libreville/Gabon

Comme plusieurs acteurs politiques, Georges Mpaga semble subordonner sa participation au conclave voulu par le président de la République à la satisfaction d'un certain nombre de préalables.

SI plusieurs acteurs politiques et de la société civile se sont déclarés ouvertement hostiles au dialogue national sans tabou prôné par le président de la République, Ali Bongo Ondimba, tel ne semble pas être le cas du Réseau des organisations libres de la société civile pour la bonne gouvernance au Gabon (ROLBG). Lequel, par le biais de son président, Georges Mpaga, a subordonné sa participation à ces assises à la satisfaction d'un certain nombre de préalables. S'inscrivant de la sorte, quelque peu, dans la logique du président de Démocratie nouvelle (DN), René Ndemezo'Obiang, du président de l'Union pour la nouvelle République (UPNR), Louis-Gaston Mayila, et du vice-président de l'Union nationale (UN), Mike Steeve Jocktane. Lesquels conditionnent, en partie, leur participation à l'implication, entre autres, de l'Union africaine (UA), l'Organisation des Nations unies (Onu) et l'Union africaine (UA).

Une position qui, s'agissant plus particulièrement du premier cité, a provoqué une véritable fronde de certains militants et cadres de sa formation politique



Le président du ROLBG, Georges Mpaga.

qui se sont déclarés hostiles à cette décision. En ceci que, selon eux, "une participation de DN au dialogue national sans tabou ne servirait qu'à légitimer le pouvoir actuel".

De fait, au cours du point- presse qu'il a animé dernièrement à l'hôtel Hibiscus, M. Mpaga, en s'appuyant sur la plateforme nationale de la société civile gabonaise en ses diverses composantes, a estimé que le travail préparatoire et le dialogue doivent être menés sous l'égide de la Nonciature apostolique et santé Egidio spécialisée, selon lui, dans les médiations de crise.

En outre, a-t-il précisé, il faudrait que toutes les parties prenantes acceptent l'implication de la communauté internationale dans l'organisation dudit dialogue. De même que les termes de référence devraient être rédigés par une commission spéciale comprenant les représentants de toutes les parties et signés par elles avant le début du conclave. Avec ceci de particulier que, a-t-il avancé, les termes de référence devraient "dessiner le cadre d'exécution des décisions adoptées lors de ce dialogue, tout en définissant l'objet, les thèmes et les enjeux de ces assises. Et en qualifiant les acteurs et les organisations qui devront y prendre part."

Sera-t-il entendu ? Dans tous les cas, il devrait avoir l'occasion de préciser sa pensée au cours d'un éventuel échange avec le Premier ministre qui, depuis plusieurs jours, a entamé les consultations officielles devant conduire justement à ce dialogue national.

Après les politiques de tout bord, il y a fort à parier que le tour de table du chef du gouvernement sera élargi aux acteurs de la société civile, dans la droite ligne de l'allocation d'investiture du chef de l'État. Lequel, on s'en souvient, le 27 septembre dernier, avait clairement indiqué que toutes les forces vives de la Nation devraient prendre part au dialogue, de manière à "participer au travail de modernisation et de refondation de notre Constitution afin de construire des institutions fortes plus ancrées dans nos valeurs, et davantage au service du développement".

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE LA LOGISTIQUE
SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION GENERALE DE LA MARINE MARCHANDE
DIRECTION DES AFFAIRES PORTUAIRES ET DES ACTIVITES CONNEXES AUX TRANSPORTS MARITIMES
SERVICE DES ACTIVITES CONNEXES AUX TRANSPORTS MARITIMES
BP : 803-Libreville (Gabon)
e-mail : dgmmgabon803@gmail
N°0847MTLUSGOGMMADAPAC-TMISACTMgab

COMMUNIQUE AUX OPERATEURS ECONOMIQUES DU SECTEUR MARITIME ET FLUVIAL

Il est porté à la connaissance de tous les opérateurs économiques du secteur maritime et fluvial, détenteurs des Autorisations Provisoires d'Exercer délivrées par la Direction Générale de la Marine Marchande, de bien vouloir se présenter dans ses locaux sis au port d'Owendo, à l'immeuble GEOLAND (entrée COMILOG), munis de leurs dossiers complets au plus tard le 15 décembre 2016 en vue de l'obtention des agréments définitifs CEMAC.

Fait à Owendo, le 5 NOV. 2016

Le Directeur Général de la Marine Marchande
Léon NDONG NTEME